



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 11 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

CETAC

16 Allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/23

N° HELIOS: DRIEE_UT DRIEE 77_2023_58834

Code AIOT : 0006513201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement EDF TAC implanté Site EDF de Montereau 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- Site EDF de Montereau 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine et Marne (77) sur les

communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, EDF exploite deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Surveillance dans l'environnement
- Risques accidentels
- Systèmes de management et plans de gestion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Local incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Autonomie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Bilan annuel et Prélèvements	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	
13	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Surveillance dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Management de l'énergie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Plan de gestion des périodes OTNOC	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
2	Locaux de charge de batteries	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 9.5.3	/	Sans objet
3	Réseaux d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.2	/	Sans objet
5	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.7.3.1.5	/	Sans objet
9	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	/	Sans objet
10	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet
11	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet
12	Actualisation du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 2.6	/	Sans objet
15	Management environnemental	Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surveillance des émissions atmosphériques est globalement satisfaisante. Les moyens mis en place pour le suivi des appareils de mesure en continu des poussières nécessitent des justifications. L'exploitant s'attachera également à transmettre les différents bilans selon les délais indiqués dans

son arrêté préfectoral.

En outre, le programme de surveillance dans l'environnement doit être complété au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 16 novembre 2018 Remarque n°1 : le rapport de vérification foudre du site émet le même avis suspendu que le rapport de 2018 sur la complétude de l'étude technique et mentionne 4 observations non satisfaisantes. ----- Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 Remarque maintenue
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection: - ETUDE TECHNIQUE Foudre SUR LES STRUCTURES EDF - CETAC - MONTEREAU Limitée à la protection complémentaire des lignes identifiées dans l'Etude technique foudre initiale, référence 11586939/1.1.1.R du 08/10/2021 - NOTICE DE VERIFICATION ET DE MAINTENANCE EDF – CETAC - MONTEREAU Limitée à la protection complémentaire des lignes identifiées dans l'Etude technique foudre initiale, référence 11586939/1.1.2.NVM du 08/10/2021 - VERIFICATION VISUELLE Foudre par l'APAVE, intervention du 13/12/2021, référence 000769.26.61.21.L.001.EVVF.001 - Synthèse des documents applicables dans le cadre des vérifications annuelles périodiques foudre pour le maintien de la conformité du site TAC de Montereau (77), référence T-30508800-2022-000085, approuvé le 21/03/2022 - levée des réserves foudre 2021 Remarque levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Locaux de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 9.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Demande d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 16 novembre 2018 Atelier de charge d'accumulateurs Remarque n°3 L'exploitant justifiera les caractéristiques de réaction et de résistance au feu des locaux de charge des batteries non étanches. Notamment : <ul style="list-style-type: none">• murs et planchers hauts REI 120• couverture classée A1 pour sa réaction au feu• porte donnant vers l'extérieur RE 30• pour les autres matériaux : classe A2 s1 d0 ou A1 du point de vue de leur réaction au feu Et non-conformité n°1 : Les deux locaux de charge des batteries non étanches n'étaient pas équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent) contrairement aux dispositions de l'article 9.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010. Il n'y avait donc pas non plus de commandes d'ouverture manuelle placées à proximité des accès. ----- Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 L'exploitant devra transmettre sa demande d'aménagement sous 6 mois.
Constats : Courrier du 30 juillet 2021 (réf. T-40211304-2021-000297) transmettant le Porter à Connaissance sur les locaux batteries de Vaires sur Marne et Montereau (réf. T-30508800-2021-000540 Ind A), complété par le courriel du 13/09/2022 transmettant l'indice B de ce même document. Ce Porter à Connaissance fera l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réseaux d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 16 novembre 2018 Non-conformité n°2 : le réseau d'eaux pluviales (Epp) recueillant les fluides au niveau des TP n'est pas muni d'un siphon coupe-feu, contrairement aux dispositions de l'article 8.3.5.2 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010. ----- Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 Remarque maintenue
Constats : Courrier en réponse de l'exploitant daté du 01/06/2021 L'entreprise CTP a été missionnée pour réaliser les travaux. L'inspection a constaté la réalisation des travaux lors de la visite du site. Remarque levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Local incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.3.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 16 novembre 2018 Remarque n°4 : L'exploitant justifiera le degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel. ----- Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 Les plans fournis indiquent un critère de stabilité au feu et non de coupe-feu. L'exploitant devra présenter une attestation de degré coupe-feu des murs du local abritant la pompe diesel. Remarque maintenue
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un document précisant que les murs séparatifs internes (dont ceux séparant la pompe Diesel incendie et la pompe électrique Incendie) sont CF 2H. Ce document ne précise pas en revanche le degré coupe-feu des murs externes. L'exploitant justifiera au travers des éléments de son EDD la nécessité ou non que les murs externes du local soit CF 2h. Le cas échéant, il devra justifier de ce degré CF2H pour les murs externes. La remarque n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 8.7.3.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 16 novembre 2018 Non-conformité n°3 : L'exploitant ne dispose pas sur chaque conduite d'alimentation en gaz de deux vannes redondantes automatiques placées en série permettant d'assurer la coupure d'alimentation en gaz sur détection gaz et pression contrairement à la prescription de l'article 8.7.3.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010. ----- Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 La prescription porte sur l'alimentation en entrée de l'installation, soit les turbines. Or, une seule vanne automatique asservie à la pression et à une détection de gaz est présente. Par ailleurs, les vannes redondantes placées en série doivent être l'une à côté de l'autre et se déclencher pour les mêmes causes. La redondance permet de palier à la défaillance d'une des 2 vannes. À ce titre, l'exploitant devra également justifier au regard de son étude de dangers sur quel phénomène dangereux et au niveau de quelle barrière de sécurité sont positionnées les différentes vannes présentes le long des lignes d'alimentation en gaz des turbines. Non-conformité maintenue
Constats : L'exploitant a transmis une réponse au constat formulé dans le rapport E/21-0587 sur les vannes de sécurité gaz du site EDF TAC Montereau, référence T-30508800-2021-000948. Non-conformité levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2010, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020</p> <p>Non-conformité n°1: Il n'y a pas de vanne d'isolement au niveau de la rétention de la fosse déportée associée à la zone de dépotage wagons contrairement aux dispositions de l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 034 du 09 février 2010.</p>
<p>Constats : Courrier en réponse de l'exploitant daté du 01/06/2021</p> <p>Le dépotage est réalisé sous la surveillance en continu des exploitants : arrêt d'urgence, vanne rejet en Seine fermée, pollution contenue dans la fosse déportée wagon de 200 m³ et non 100 m³ comme indiquée dans l'EDD puis pompée. Enfin, le bassin d'orage permettrait de recueillir la pollution en cas de défaillance de la fosse déportée.</p> <p>Constat lors de la visite</p> <p>Il a été constaté la présence d'eau de pluie dans la fosse déportée sur une hauteur de 50 cm. L'exploitant devra justifier du volume utile de la fosse (détail du volume à retenir, hauteur maximale d'eau de pluie acceptable).</p> <p>L'inspection a indiqué que la fonction de la rétention est de recueillir et confiner une éventuelle pollution en cas de fuite lors du dépotage, mais aussi de prévenir une propagation d'un incendie via le réseau des eaux pluviales.</p> <p>La non-conformité n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autonomie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Annexe 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dérogation taux d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 L'exploitant devra également confirmer que : <ul style="list-style-type: none">- le débit des moyens installés est supérieur au débit minimum d'extinction requis,- les moyens en place permettent de couvrir la totalité de la surface de la cuvette (distance maximum de 30m). Par ailleurs, vis-à-vis de la météorologie, le guide GESIP précise que les lances ou canons à poste fixes restent affectés par le vent, et que seuls les moyens fixes de type couronne ou déversoir ne sont pas soumis à une majoration due aux conditions météorologiques (facteur F1).
Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 01/06/2021 Comme proposé par l'exploitant, un nouveau contrôle du débit du scénario majorant (feu de cuvette) devra confirmer que les moyens installés sont supérieurs au débit minimum d'extinction requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.</p> <p>Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020</p> <p>Non-conformité n°2 : l'exploitant ne transmet pas, avant le 30 avril de l'année suivante, le bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté.</p>
<p>Constats : Le bilan annuel a été transmis avec le courrier en réponse du 01/06/2021.</p> <p>L'exploitant devra préciser dans le bilan annuel les heures de fonctionnement en fonction du combustible du fait de la limite à 500h pour le FOD dans l'arrêté préfectoral du 25/07/2022 et 2000 h pour le gaz.</p> <p>Le bilan ne fait pas apparaître les contrôles réalisés au titre de l'article 31 (suivi qualité des appareils de mesure en continu).</p> <p>Le bilan doit résumer les résultats des bilans trimestriels et indiquer la conformité des mesures.</p> <p>Pour l'article 48, il est nécessaire d'indiquer la quantité totale prélevée en eau.</p> <p>Pour l'article 58, il est nécessaire d'indiquer les dates des exercices et les formations suivies dans l'année.</p> <p>Non-conformité : Le bilan n'indique pas la surveillance et les opérations imposées par les dispositions des articles 31, 48 et 49, 51 et 58 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 contrairement aux dispositions de l'article 6 du même arrêté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 9 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Non-conformité n°3 : les émissions en NOx en fonctionnement FOD et gaz pour la TAC 5 et en fonctionnement FOD pour la TAC 6 n'ont pas respecté les valeurs limites d'émission lors du contrôle périodique réglementaire réalisé en 2020 par un organisme accrédité Cofrac.
Constats : Courrier en réponse de l'exploitant daté du 01/06/2021 Analyse de la conformité en retranchant l'incertitude : dans ce cas, conforme Non-conformité levée
Observations : L'inspection rappelle tout de même ce qui a déjà été indiqué dans la lettre de suites du 24/03/2021: Les mesures des émissions atmosphériques périodiques réalisées par des organismes agréés doivent être comparées aux VLE imposées pour la valeur moyenne mensuelle, conformément à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, et non à 110% de la VLE journalière comme indiqué dans le courrier de réponse du 01/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observation n°1 : Les rapports d'essais QAL 2 AMS principal des TAC 5 et 6 réalisés par Bureau Veritas du 23 au 24 mars 2020 indiquent un problème pour les poussières. L'exploitant n'a pas donné suite aux remarques.
Constats : Courrier en réponse de l'exploitant daté du 01/06/2021 La concentration en poussières est très faible au FOD et encore plus au gaz. Son prestataire précise que sur les turbines le QAL2 poussières reste fastidieux mais une réaction de l'opacimètre est nécessaire un minimum pour le considérer comme un indicateur des émissions de poussières. Or, d'après les données, le prestataire a informé l'exploitant que l'opacimètre n'a pas réagi d'où sa remarque dans le rapport. Il précise qu'habituellement, il stipule que l'on n'obtient pas une droite satisfaisante de par les faibles concentrations obtenues, et qu'il est préférable d'utiliser une droite de type $y=x$. Observation levée, néanmoins le suivi en continu des poussières fait l'objet d'un constat dans le point de contrôle n°13.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Les résultats des mesures prévues à la section 1 du chapitre VI et aux articles 7 et 31 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral. Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 Observation n°2 : concernant les bilans trimestriels, l'exploitant complètera ces derniers avec un bilan de conformité relatif au respect des flux des différents paramètres surveillés.
Constats : Réponse de l'exploitant par courrier du 01/06/2021 Les flux ont été rajoutés dans les bilans trimestriels. Observation levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Actualisation du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2014, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lettre du 24/03/2021 suite à la visite d'inspection du 14/12/2020 Observation n°3: l'exploitant proposera un montant actualisé selon la formule d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 et transmettra le nouvel acte de cautionnement s'il s'avère que ce nouveau montant ne correspond pas à celui proposé par courrier du 02/04/2019.
Constats : Courrier de l'exploitant du 27/05/2021 Le montant des garanties financières a été actualisé. Observation levée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : Non-conformité: L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'appareil de mesure des poussières est exploité conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 en réalisant notamment les procédures qualité QAL2, QAL3 et AST.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants au voisinage de l'installation peut être imposée par l'arrêté préfectoral pour chacun des polluants mentionnés au chapitre II du présent titre, en fonction de l'impact potentiel des émissions sur l'environnement et la santé publique. Cette surveillance est obligatoire pour les établissements dont les rejets dans l'atmosphère dépassent au moins l'un des flux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 kg/h de SO₂ ; - 200 kg/h de NO_x ; - 150 kg/h de composés organiques ; - 50 kg/h de poussières ; - 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ; - 50 kg/h d'acide chlorhydrique ; - 25 kg/h de fluor et composés fluorés ; - 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ; - 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ; - 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 kg/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) ; - ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb). <p>Le programme de surveillance est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'arrêté préfectoral fixe les modalités de cette surveillance, en particulier le nombre et la localisation des points de mesure ainsi que les conditions de prélèvement et d'analyse. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Cette surveillance est mise en place dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée autorisée ou dans son environnement proche.</p> <p>Constats : Le programme de surveillance environnementale a été transmis par courrier du 19/12/2017.</p> <p>Le programme liste les substances visées par la surveillance environnementale (métaux), sans justifier les raisons pour lesquelles certaines substances ne sont pas retenues au regard des dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.</p> <p>L'exploitant précisera pour chaque substance visée par l'article 37 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 les flux émis par l'installation afin de justifier la liste des substances retenues dans le programme de surveillance environnementale.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a proposé des points de prélèvements par rapport à l'étude de dispersion, les 2 points proposés étant situés au Nord-Est.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant devra compléter les points de prélèvements avec a minima un point au Sud-Ouest en fonction de l'étude de dispersion.</p> <p>L'exploitant confirmera la faisabilité technique des prélèvements aux points identifiés, et transmettra également un plan de localisation des points de prélèvement pouvant être annexé à</p>

un arrêté préfectoral complémentaire.
Enfin, l'exploitant indiquera les dispositions prises pour mesurer et enregistrer en continu la vitesse et la direction du vent sur l'installation ou dans son environnement proche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.4 : «Management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management environnemental comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; • les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; ◦ contrôle efficace des procédés ; ◦ gestion des modifications.
<p>Constats : Le CETAC comprend 6 sites de production, un centre de magasin de pièces de rechange et un centre de télésurveillance. Le CETAC est certifié ISO14001 et 45001. Il y a des audits 2 fois par an sur les différents sites.</p> <p>L'exploitant a transmis la "Note d'organisation du système de management du CETAC" datée du 28/07/2021, référencée T-40211301-2014-000101 version E.</p> <p>La note indique que la Direction du CETAC a défini une politique Santé Sécurité, Environnement, Energie et Prévention des Accidents Majeurs (SSE et PAM) pour les sites concernés afin de témoigner de l'engagement fort pris par le CETAC en faveur de la santé, la sécurité, l'environnement, l'énergie et le risque industriel.</p> <p>La note intègre l'amélioration continue de la performance et de la satisfaction des exigences, des besoins et des attentes clients et autres parties intéressées.</p> <p>L'inspection note également la présence dans cette note dans la partie "Mise en oeuvre" des paragraphes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation, gestion des compétences - Gestion des habilitations - Accueil d'un nouvel arrivant - Sensibilisation – Communication - Maîtrise des procédés (exploitation des installations et maintenance) - Gestion des modifications
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Management de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.1.5 : Management de l'énergie L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un système de management de l'énergie.
Constats : Le système de management de l'énergie est intégré à la note de management global du CETAC. Le site a par ailleurs fait l'objet d'un audit énergétique réalisé dans le cadre de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, daté du 09/08/2021 (V3). L'audit a permis de définir des Indicateurs de Performance Energétique (IPE). C'est au travers de ces indicateurs qu'est suivie la performance énergétique du site. Les IPE sont suivis mensuellement. En annexe 9 est indiqué un plan d'actions. Six actions sont listées, dont 2 sont à 100%. L'exploitant justifiera de l'avancée des actions restantes, en définissant un responsable de l'action à réaliser et un échéancier de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. - les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion), - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes, - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire. <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des périodes OTNOC pour le site de Montereau daté du 02/08/2021.</p> <p>Les outils de suivi sont en place (appareil de mesure en continu, centre de télésurveillance, etc.) mais le suivi de ces périodes n'est pas encore formalisé pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire, - une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2022, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, IED MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 6.1.2 « Responsabilité du producteur de déchets » est complété par la phrase suivante : L'exploitant met en place au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion des déchets répondant à ces dispositions.
Constats : L'exploitant a une note d'organisation de la gestion des déchets au CETAC, datée du 22/07/2021. Cette note précise l'organisation mise en place pour gérer les déchets produits sur les sites. Elle définit les procédures à suivre pour optimiser le tri, la collecte, l'expédition et l'élimination des déchets. Cette note détaille également les rôles et responsabilités de chacun dans la gestion des déchets. L'article 6.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 09/02/2010 prévoit notamment de limiter les transports en distance et en volume des déchets. L'inspection n'a pas noté de dispositions particulières concernant la limitation des transports en distance et en volume des déchets dans la note d'organisation transmise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois